



## ENTREVUE

### L'ALBA

Par Isabelle Bourassa\*

#### **Entrevue avec Josette Altmann, spécialiste de l'Alliance\* bolivarienne pour les Amériques (ALBA)**

(Note : L'Alternative est devenue l'Alliance le 24 juin 2009)

CEI : Professeure Altmann, bonjour!

Josette Altmann : Bonjour !

CEI : D'abord, les derniers mois ont été chargés d'événements dans la région. Trois nouveaux pays ont intégré l'ALBA (Équateur, St-Vincent et les Grenadines et Antigua et Barbuda). Mais il y a eu aussi ce coup d'État au Honduras, un pays membre de l'ALBA. Dans ce contexte, comment se porte l'Alternative bolivarienne pour les Amériques?

J.A. : Il y a deux aspects importants à la situation actuelle. En premier lieu, l'ALBA comme institution régionale s'est solidifiée grâce à l'entrée de ces trois nouveaux pays. (L'ALBA compte maintenant 9 pays membres). Toutefois, en ce qui concerne le coup d'État au Honduras, il faut voir ces événements d'un autre point de vue. Il est le résultat d'un processus national, qui n'a pas grand-chose à voir avec l'ALBA, mais qui est dû aux conflits internes qui ont cours dans ce pays d'Amérique centrale depuis quelque temps.

CEI : Très bien. Nous reviendrons à l'impact du coup d'État sur l'ALBA, mais d'abord, parlons de l'Alternative bolivarienne dans le contexte actuel. Les projets d'intégration et les institutions interaméricaines se sont multipliés au cours des 20 dernières années. La plupart des pays ont plus d'un engagement. Cette situation affaiblit-elle une institution comme l'ALBA?

J.A. : D'abord, il faut se rappeler que l'ALBA est née d'une proposition du Venezuela aux autres pays latino-américains, une proposition qui vise à créer une alternative au modèle économique inspiré du consensus de Washington (modèle néo-libéral). C'est ce modèle que proposait la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), un projet né dans les années 1990 et qui n'a pas survécu. En opposition à ce modèle, l'ALBA propose un projet où les États jouent un rôle de régulateur des marchés et sont vus comme des moteurs de développement économique. Ce qui est très différent.

L'Amérique latine est maintenant aux prises avec une multitude de projets d'intégration. Il y a, au niveau régional, le projet méso-américain (qui va du Mexique à la Colombie), l'ALBA, UNASUR, ensuite les blocs sous-régionaux, comme le CARICOM (pays des Caraïbes), la Communauté

andine et le MERCOSUR (pays du Cône Sud). L'unique initiative qui regroupe tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes est le Groupe de Rio. Mais cette abondance de projets tend à affaiblir les institutions interaméricaines et l'ALBA n'y échappe pas. Cette multitude d'engagements limite la marge de manœuvre des États et empêche l'approfondissement des institutions régionales.

CEI : Comment se distingue l'ALBA dans cette panoplie d'institutions?

J.A. : L'ALBA vit une conjoncture intéressante. L'organisation compte seulement 9 pays membres alors que Petrocaribe en compte 19. Le grand défi est de convaincre ces 19 pays qui profitent d'accords de coopération avec le Venezuela d'intégrer véritablement l'Alternative, ce qui voudrait dire un engagement beaucoup plus important pour eux. Un engagement qui va au-delà de la simple coopération économique, mais qui constitue une véritable intégration institutionnelle et politique.

Pour le moment, je crois que l'ALBA est davantage une alliance stratégique et politique qu'un espace d'intégration. C'est le point faible de l'organisation, qui vit grâce à l'appui de certains gouvernements plutôt qu'à l'engagement à long terme des États. L'Alba dépend donc beaucoup du cycle électoral. On peut le voir actuellement avec le changement de gouvernement au Honduras. Les nouveaux dirigeants désignés affirment que le pays quittera éventuellement l'ALBA.

L'ALBA doit instaurer un modèle crédible de développement économique, des principes et des règles à suivre qui soient clairs afin de créer des institutions démocratiques et stables. Pour l'instant, la force de l'alliance réside dans son pouvoir de négociation et d'influence en Amérique latine. Nous avons pu voir cela à l'œuvre lors du dernier Sommet des Amériques alors que les pays membres de l'ALBA ont joué un rôle important dans les débats autour de l'éventuelle réintégration de Cuba au sein de l'Organisation des États américains (OEA) et des mesures à prendre pour affronter la crise économique.

CEI : Il y a quatre ans, lorsque le projet d'intégration bolivarienne est né, plusieurs analystes ne s'attendaient pas à ce que ce projet survive très longtemps. Comment expliquez-vous la croissance de l'ALBA, malgré les faiblesses institutionnelles dont vous venez de parler?

J.A. : Le succès de l'ALBA provient du fait qu'elle offre des possibilités économiques intéressantes pour les pays membres. Qui sont ces pays membres? D'un côté, vous avez des pays très pauvres : le Honduras et le Nicaragua par exemple. De l'autre, vous avez des pays producteurs de pétrole et de gaz, l'Équateur, le Venezuela et la Bolivie. Petrocaribe permet à tous ces pays de coopérer sur le plan énergétique, d'échanger des services et des matières premières pour du pétrole à bon marché. La stratégie du Venezuela est claire : avec TeleSUR, cette chaîne d'information continue, le gouvernement d'Hugo Chavez véhicule un message idéologique et tente de rallier d'autres pays à son projet d'intégration, avec Petrocaribe, il offre des programmes de coopération alléchants pour les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

CEI : Mais quel est l'intérêt pour des pays comme l'Équateur ou Antigua et Barbuda d'intégrer l'ALBA? Pourquoi ne pas se contenter des accords de coopérations de Petrocaribe?

J.A. : Tout simplement parce qu'une adhésion à l'ALBA leur donne accès à des fonds très importants, sous forme de prêts préférentiels. Selon des sources non officielles, Cuba a reçu depuis 2005 plus de 18 milliards de dollars, la Bolivie 6 milliards, le Nicaragua 5 milliards, Haiti 440 millions de dollars et le Honduras 130 millions.

CEI : D'où provient cet argent?

J.A. : En fait, ce sont des pétrodollars, des revenus provenant de l'exploitation du pétrole du Venezuela.

CEI : En ce sens, quel impact ont la crise économique actuelle et la baisse du prix du brut sur les fonds de l'ALBA?

J.A. : Il est impossible de savoir quel est l'impact actuellement puisqu'il n'existe aucune source d'information officielle qui donne accès à ces données. Tout ce que l'on sait, c'est que les pays membres continuent de recevoir l'aide promise. Mais le prix du pétrole ne devrait pas descendre plus bas et éventuellement il va remonter. Ainsi, le Venezuela peut continuer à fournir des fonds aux institutions régionales.

CEI : La situation économique ne menace pas la survie de l'Alternative bolivarienne?

J.A. : Je ne crois pas. Il faut comprendre que l'aide que fournit l'ALBA et Petrocaribe ne trouve pas d'équivalent actuellement dans les Amériques. Depuis 2005, Petrocaribe a octroyé aux pays membres plus d'un milliard de dollars américains. Selon les estimations du Fonds monétaire international, le financement de Petrocaribe représente pour un pays comme le Nicaragua, 5% de son produit intérieur brut. Et cette aide est encore plus importante si on la compare avec celle des États-Unis envers les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes qui se chiffre seulement à 100 millions de dollars.

CEI : Quelles sont les attentes du président Hugo Chavez, que demande-t-il en échange de cette aide économique?

J.A. : Je ne pourrais pas vous dire ce qu'attend Chavez des autres pays membres. Il me semble que son intention soit de créer un modèle alternatif d'intégration basé sur une idéologie de gauche, qui vise à polariser la région.

En ce sens, je crois que le discours de Chavez aborde la question essentielle de la distribution ou de la concentration de la richesse, un débat qui remonte aux années 1930 en Amérique latine. Et tout ce débat inclut aussi le modèle de développement à suivre, le bien-être des citoyens, l'enjeu environnemental et la question démocratique.

Actuellement, aucun modèle économique, incluant celui de l'ALBA, n'a réussi à résoudre le problème de la pauvreté et de l'exclusion. Alors que la démocratie a progressé en Amérique latine, la population elle, vit un désenchantement. Les citoyens latino-américains croient de moins en moins au modèle démocratique libéral, parce que ce modèle n'a pas permis de diminuer les inégalités sociales. Alors, le discours de Chavez a une résonance importante dans les classes populaires d'Amérique latine, il génère beaucoup d'espoir.

CEI : Avant de terminer, j'aimerais vous entendre, professeure Altmann, sur ce qui s'est passé au Honduras. Ce coup d'État dans ce pays d'Amérique centrale qui avait récemment intégré l'ALBA aura-t-il des répercussions sur l'Alternative bolivarienne?

J.A. : Non, je crois que non. Il est certain que plusieurs dirigeants ont voulu politiser le débat. Mais le coup d'État provient davantage d'une impasse politique propre au Honduras, à la faiblesse de ses institutions démocratiques. Il est vrai que l'ex-président Manuel Zelaya avait changé radicalement son discours depuis qu'il avait été élu, délaissant peu à peu un modèle économique libéral pour se rapprocher de la gauche bolivarienne. Mais lorsque le Honduras a ratifié son adhésion à l'ALBA (en octobre 2008), il l'a fait avec plusieurs restrictions. Les amendements au traité permettent au Honduras de respecter les autres accords de libre-échange

qu'il a signés, notamment avec les États-Unis. D'autres restrictions empêchent toute coopération militaire et politique avec les pays membres de l'ALBA. Le Honduras a donc intégré l'ALBA pour des raisons essentiellement économiques.

CEI : Quel avenir entrevoyez-vous pour l'ALBA?

J.A. : Je crois d'abord que le plus grand défi que doivent affronter tous les pays d'Amérique latine est celui de la pauvreté et des inégalités sociales. Si les processus d'intégration économique n'incluent pas la question sociale, ils échoueront. Tous les sommets de l'ALBA et de Petrocaribe ont donné lieu à des accords de coopération économique avec comme objectif le renforcement des économies nationales. Même si l'ALBA n'a pas réussi à rallier davantage de pays sur le plan idéologique, ses projets de coopération économique ont eu beaucoup de succès.

CEI : Donc, l'ALBA est un projet viable à long terme?

J.A. : Je crois que oui. Au départ, beaucoup d'observateurs ne croyaient pas que l'Alternative allait durer. On peut voir aujourd'hui que les pays, regroupés au sein de l'ALBA, ont acquis un pouvoir de veto important au sein de la diplomatie régionale. La conjoncture actuelle offre de belles opportunités aux pays membres de l'ALBA, pour cela il faut qu'ils soient prêts à les saisir et surtout à s'engager dans une véritable coopération politique et institutionnelle. C'est ce qu'il reste à voir.

CEI : Merci infiniment, professeure Altmann, pour cette entrevue.

J.A. : Je vous en prie.

---

\* Isabelle Bourassa est étudiante à la maîtrise en Études internationales à l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI) et collaboratrice au Centre d'études interaméricaines (CEI).